



BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 6 octobre 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

9,5% du PIB

Ce sont les recettes brutes collectées par le Nigeria sur les 8 premiers mois de 2025 (7,6% du PIB sur la même période en 2024)

Nigeria :

La Banque mondiale relève les progrès économiques du Nigeria et appelle à leur traduction en améliorations concrètes pour les Nigériens ; Le Président Tinubu soumet à l'Assemblée nationale un plan d'endettement externe de 2,8 Md USD ; Green Energy a inauguré le terminal d'exportation de pétrole brut onshore d'Otakikpo représentant 400 M USD ; Le gouvernement a réaffirmé son soutien à Aliko Dangote à l'occasion du 31^{ème} NESG ; La Banque mondiale approuve le financement de deux projets au Nigeria pour un montant global de 750 M USD.

Ghana :

Le gouvernement relève le prix producteur du cacao de 12,27% pour les revenus des planteurs ; La banque centrale renforce la stabilité financière : nouvelles directives prudentielles et ventes de devises sous le "Domestic Gold Purchase Programme" ; Bright International Amusement Park : un projet de 300 M USD au cœur de la 24-Hour Economy.

Nigeria

La Banque mondiale relève les progrès économiques du Nigeria et appelle à leur traduction en améliorations concrètes pour les Nigériens

[La Banque mondiale a publié son rapport semestriel sur l'état du développement au Nigeria, Nigeria Development Update, intitulé « De la politique aux citoyens : concrétiser les acquis des réformes »](#). Le rapport souligne des progrès significatifs en matière de stabilisation macroéconomique et une croissance résiliente, résultant de la relative continuité des réformes mises en place par l'administration Tinubu depuis mai 2023, qui portent progressivement leurs fruits.

Les progrès du pays en matière de collecte fiscale sont mis en avant, et sont d'autant plus notables dans un contexte de prix du baril faible. Les recettes brutes du Nigeria ont augmenté, passant de 7,6% du PIB sur les 8 premiers mois de 2024 à 9,5% du PIB sur cette même période en 2025. L'évolution s'explique par le retrait des subventions au carburant et au change (qui se traduisait par un manque à gagner fiscal plutôt que par des dépenses), des améliorations en matière d'administration fiscale et un rebond de production pétrolière. La récente réforme fiscale, dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 2026 a également été saluée.

La Banque mondiale cite également la consolidation de la position externe du pays, permise par la stabilisation du taux de change, Le niveau des réserves de la Banque centrale s'est significativement amélioré (passant de 32 Md USD en mars 2024 à plus de 42 Md USD en septembre, soit de 6 à 9 mois d'importations), et le pays a dégagé un important excédent de balance courante (6,1% du PIB au T1 2025), permis par des améliorations en matière d'exportations non pétrolières et la réduction des importations de carburant (effet de l'entrée en service de la raffinerie Dangote).

La Banque mondiale a par ailleurs relevé ses projections de croissance à +4,2% en 2025 et +4,3% en 2026 (contre respectivement +3,4% et +3,7% dans son précédent rapport de mai).

« Le Nigeria a réalisé des progrès significatifs en matière de stabilisation macroéconomique. Le gouvernement a mis en œuvre d'importantes réformes depuis le milieu de l'année 2023 (réunification du taux de change, suppression des subventions sur l'essence, suppression progressive de la monétisation du déficit et amélioration de l'administration fiscale), qui ont permis d'éviter une crise budgétaire et ont commencé à porter leurs fruits. »

Banque mondiale, Nigeria Development Update, octobre 2025

L'enjeu pour le Nigeria est désormais de traduire ces progrès macroéconomiques en améliorations concrètes pour le quotidien des Nigériens, alors que la pauvreté touche 61% de la population soit 139 M d'habitants. Le rapport oriente ainsi les recommandations de la Banque mondiale autour de trois axes :

- La réduction de l'inflation alimentaire ;
- L'amélioration de l'usage des ressources publiques, par :
- La consolidation du programme de filet de sécurité sociale à destination des populations vulnérables.

« Toutefois, les gains obtenus en matière de stabilisation n'ont pas encore permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des Nigériens. La faiblesse de la croissance et le niveau élevé de l'inflation ont érodé le pouvoir d'achat de manière plus marquée depuis 2019, reflétant en grande partie les erreurs politiques commises avant 2023 et les chocs externes. »

Banque mondiale, Nigeria Development Update, octobre 2025

Pour ce faire, le rapport souligne la nécessité de réduire les barrières commerciales et résoudre les contraintes structurelles de la chaîne de logistique pour réduire l'inflation alimentaire, qui touche en particulier les Nigériens les plus démunis. Les améliorations en matière de recettes fiscales doivent également se traduire par des dépenses publiques davantage orientées vers des priorités de développement (infrastructures, productivité agricole, capital humain).

Les incertitudes pesant sur le commerce international et l'exposition du pays aux variations des cours pétroliers, ainsi que des risques internes (climatiques et sécuritaires notamment) et les débuts précoces de la campagne pour l'élection présidentielle de 2027 représentent des facteurs de risques pour les équilibres macroéconomiques du pays et la continuité des réformes.

Le Président Tinubu soumet à l'Assemblée nationale un plan d'endettement externe de 2,8 Md USD

[Le Président du Nigeria a soumis à la Chambre des représentants une demande pour lever 2,8 Md USD sur les marchés internationaux.](#) Le plan prévoit 2,3 Md USD d'endettement externe supplémentaire dans le cadre du budget fédéral 2025, et l'émission d'un sukuk de 500 M USD. Ce plan d'endettement permettra notamment de refinancer un eurobond de 1,2 Md USD arrivant à maturité en novembre 2025.

L'émission de sukuk s'inscrit dans une stratégie de diversification des instruments de dette et d'élargissement de la base d'investisseurs, via les marchés financiers islamiques. Le Nigeria a déjà levé près de 1,4 Md NGN (940 M USD) en sukuk sur le marché domestique depuis 2017, pour financer des projets d'infrastructures routières. Cette nouvelle émission de 500 M USD permettrait de poursuivre les investissements en infrastructures.

Green Energy a inauguré le terminal d'exportation de pétrole brut onshore d'Otakikpo représentant 400 M USD

Green Energy International, groupe énergétique nigérian créé en 2006, qui a débuté dès 2008 l'exploration du champ d'Otakikpo dans l'État de Rivers, [a inauguré son terminal d'exportation de pétrole brut onshore, le premier à être construit de manière entièrement locale au Nigeria depuis plus de 50 ans.](#) Le projet représente un investissement de 400 M USD.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif gouvernemental d'augmentation de la production pétrolière, d'extension des infrastructures d'exportation et de stockage, et de promotion des investissements locaux, permettant le renforcement de la sécurité énergétique et l'emploi.

Le terminal servira ainsi de nouvelle voie pour acheminer le pétrole brut depuis l'Ogoniland et les régions voisines.

Le gouvernement a réaffirmé son soutien à Aliko Dangote à l'occasion du 31^{ème} NESG

[Dans un contexte pétrolier marqué par le renouvellement de l'accord « Naira for Crude » pour deux ans entre la compagnie pétrolière nationale, la NNPC, et la raffinerie Dangote, touchées par de fortes grèves, le gouvernement a réaffirmé son soutien à la raffinerie et à son propriétaire.](#)

Fin septembre, l'Association des cadres du pétrole et du gaz naturel (Pengassan) a déclenché une grève, dénonçant le licenciement de salariés affiliés au syndicat, et leur remplacement par des travailleurs étrangers. La grève s'est traduite par la fermeture de stations-services et une baisse de la production électrique nationale, poussant de nombreux ministres à intervenir pour résoudre ce que certains présentaient déjà comme une « crise énergétique ». L'accord trouvé

a permis la réintégration des travailleurs sans perte de salaire dans d'autres entreprises du groupe Dangote.

A l'occasion du 31^{ème} Sommet économique du Nigeria (NESG), Kashim Shettima, le vice-président du Nigeria a réaffirmé son soutien à Aliko Dangote dans son discours du 6 octobre :

« Dangote n'est pas un individu, c'est une institution [...] la manière dont nous traitons cet homme déterminera la manière dont les étrangers nous jugeront. [...] Je souhaite appeler à la prudence, à la rétrospection et à un sens plus profond du patriotisme de la part des travailleurs et du secteur privé organisés pour définir et améliorer les relations entre les travailleurs et les industries [...] Il ne s'agit pas de prendre toute la nation en otage à cause d'un conflit social mineur, le Nigeria est plus grand que PENGASSAN. »

Kashim Shettima, vice-président du Nigeria, 6 octobre 2025

La Banque mondiale approuve le financement de deux projets au Nigeria pour un montant global de 750 M USD

La Banque mondiale a approuvé le financement de deux projets au Nigeria d'un montant total de 750 M USD. [500 M USD pour le projet BRIDGE](#) (*Building Resilient Infrastructure for Growth in Nigeria*), et [250 M USD pour le programme Health Security Programme, Phase II](#).

[Le projet BRIDGE s'inscrit dans une stratégie de renforcement de l'infrastructure numérique nigériane](#), soutenu par le ministère nigérian des Communications et de l'Économie numérique, via l'installation de 90 000 km de câbles de fibre optique en zones rurales. Le réseau de fibre optique représente actuellement près de 35 000 km.

Le second programme est destiné à renforcer la résilience et la capacité du système de santé nigérian.

Le Nigeria lance une vaste campagne de vaccination pour protéger 106 millions d'enfants

Le Nigeria a lancé [l'une des plus grandes campagnes de vaccination](#) intégrée de son histoire pour [protéger environ 106 millions d'enfants contre la rougeole, la rubéole et la poliomyélite](#). La première phase, débutant en octobre 2025, cible 20 États du Nord à haut risque et l'État d'Oyo ; la seconde, prévue pour janvier 2026, couvrira les États du Sud restants. Les équipes sanitaires interviendront dans les structures de santé, via des points mobiles et des visites à domicile. En plus des vaccins, la campagne inclut des services de santé infantile tels que la prévention du paludisme et le traitement des maladies tropicales négligées. Soutenue par l'OMS, l'UNICEF, Gavi, Rotary et la Fondation Gates, la campagne vise à endiguer les flambées de poliovirus et de rougeole dans la région du lac Tchad d'ici 2026, tout

en renforçant le système de santé primaire et la couverture vaccinale universelle.

Utica Film Fund devient le premier fonds agréé par la SEC de financement du cinéma local

Utica Capital Limited a lancé le [Utica Film Fund](#), premier fonds de capital-risque nigérian agréé par l'Autorité des marchés financiers (SEC), doté de 20 Md NGN (13,6 M USD) et [dédié à la production cinématographique](#).

Ce fonds vise à combler le déficit de financement du secteur (estimé à 200 Md NGN, soit 136 M USD) et à attirer des investissements institutionnels durables pour réduire la dépendance au financement individuel.

Utica Film Fund sera lancé avec une première tranche de 5 Md NGN (3,4 M USD) pour la phase initiale. Il a un horizon d'investissement de dix ans et s'adresse aux investisseurs qualifiés selon la réglementation de la SEC, avec un ticket minimum de 10 M NGN (6 800 USD) pour les particuliers et 100 M NGN (68 000 USD) pour les institutionnels.

Le fonds soutiendra également les entreprises de la chaîne de valeur (production, distribution, streaming, infrastructures, licences) et prévoit un premier appel à projets avant fin 2025, afin de renforcer la compétitivité mondiale de Nollywood.

Ghana

Le gouvernement relève le prix producteur du cacao de 12,27%

[Le gouvernement du Ghana a relevé le prix producteur du cacao de 12,27%, le portant à 58 000 GHS la tonne \(4 000 USD\) pour la campagne 2025/26, afin de soutenir les revenus des planteurs et d'apaiser les tensions dans le secteur.](#)

À l'issue des travaux du Comité de révision des prix producteurs (PPRC), le ministre des Finances et président du comité, Cassiel Ato Forson, a annoncé que le prix d'achat payé au producteur passait de 3 228,75 GHS à 3 625 GHS par sac de 64 kg. Il s'agit de la deuxième révision en deux mois.

Cette dernière répond aux demandes pressantes des organisations de planteurs et aux préoccupations de compétitivité face à la Côte d'Ivoire, principal concurrent du Ghana sur le marché mondial. En relevant son prix, Accra s'aligne sur son voisin, afin d'éviter que les fèves ghanéennes ne soient revendues de manière informelle de l'autre côté de la frontière. Cette revalorisation intervient dans un contexte de rivalité régionale accrue, alors que la Côte d'Ivoire a fixé un prix record et que l'Équateur pourrait bientôt ravir au Ghana sa place de deuxième producteur mondial.

Le gouvernement a précisé que les marges et frais perçus par les autres acteurs du secteur, notamment la Ghana Cocoa Board (COCOBOD), demeurent inchangés afin de préserver l'équilibre

entre rémunération des producteurs et soutenabilité financière du COCOBOD, dont la dette reste élevée. Cette revalorisation du prix sera, dans un premier temps, absorbée par les acheteurs internationaux et les grands groupes chocolatiers, qui répercuteront progressivement une partie du surcoût sur le consommateur final, sans effet immédiat notable sur les prix du chocolat.

La banque centrale annonce un programme de ventes de devises et renforce ses règles prudentielles

[La Banque du Ghana \(BoG\) a annoncé début octobre un ensemble de mesures pour consolider la stabilité macroéconomique et moderniser la régulation du secteur financier. Elle a lancé les ventes de devises dans le cadre du Domestic Gold Purchase Programme \(DGPP\) et publié de nouvelles directives prudentielles pour les banques.](#)

Le DGPP prévoit la vente mensuelle de devises jusqu'à 1,15 Md USD via des enchères bihebdomadaires ouvertes à toutes les banques agréées, afin d'accroître la transparence du marché interbancaire et stabiliser le cedi. Ce mécanisme complète l'achat domestique d'or par la BoG pour diversifier ses réserves et réduire la dépendance au dollar.

Le gouverneur, Johnson Pandit Asiamah, a parallèlement annoncé de nouvelles règles sur la bancassurance, les grandes expositions et la gestion du risque de crédit, ainsi qu'une dernière extension jusqu'à décembre 2025 du délai de mise en conformité avec la directive sur l'externalisation. Cette dernière encadre les conditions dans lesquelles les banques et institutions financières peuvent sous-traiter certaines fonctions (l'informatique, la gestion des risques, le support client, le traitement des données, etc.) à des prestataires externes.

Ces réformes interviennent alors que les indicateurs macroéconomiques s'améliorent nettement : inflation ramenée à 9,4%, croissance du PIB estimée à 6,3% au T2 2025, réserves en hausse à 10,7 Md USD et cedi en appréciation de 21% depuis janvier. Le taux directeur de la banque centrale a été abaissé à 21,5%.

Bright International Amusement Park : un projet de 300 M USD au cœur de la 24-Hour Economy

[Le président de la République, John Dramani Mahama, a lancé à Afiencya \(région du Grand Accra\) les travaux du Bright International Amusement Park, un complexe de loisirs et de conférences estimé à 3,9 Md GHS \(300 M USD\), porté par le chinois Greenhouse International Development Group. Inscrit dans la stratégie gouvernementale d'une économie 24H/24, ce projet vise à dynamiser la création d'emplois et la croissance.](#)

Le futur parc comprendra un hôtel cinq étoiles de 160 chambres et 20 villas présidentielles, un centre international de conférences et d'expositions de 5 000 places, un parc aquatique de 160 000 m², 500 villas de golf haut de gamme, une plage artificielle, des restaurants en bord de mer et des bateaux d'excursion. L'ensemble sera alimenté

en énergie par la Bui Power Authority et sa construction s'étalera sur trois ans.

Au-delà de l'investissement touristique, le projet est présenté comme une illustration de l'attrait croissant du pays pour les investisseurs étrangers, notamment dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et des infrastructures énergétiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr